



E u r o D é f e n s e

Petit Déjeuner -Débat
Sénateur Xavier de VILLEPIN
Président de la Commission sénatoriale des
Affaires étrangères, de la Défense Nationale
et des Forces armées

"Que doit faire la France pour tenir sa place dans la
construction de l'Europe de demain ? "

Jeudi 16 mai 2002

Cercle de la Mer - Port Suffren - Paris 7^e

Jeudi 16 mai 2002 à 8h30

Cercle de la Mer

QUE DOIT FAIRE LA FRANCE POUR TENIR SA PLACE DANS LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE DE LA DEFENSE ?

Emile BLANC : Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord remercier, Monsieur le Président d'avoir bien voulu accepter de nous parler au cours de ce petit-déjeuner, qui est une manifestation que l'on essaie d'introduire dans le cycle d'information EuroDéfense-France. Je me dois sans doute de vous présenter bien que tout le monde vous connaisse.

Vous êtes né à Bruxelles, vous avez étudié à HEC puis à Harvard, en raison d'un goût très marqué pour les activités commerciales. Ce qui fait qu'on vous a retrouvé à Pont-à-Mousson puis ensuite à Saint-Gobain, un passage commercial et industriel qui vous projetait directement vers l'étranger lorsque vous avez été nommé Directeur Général de Saint-Gobain chargé du développement international. Et là, bifurcation dans votre vie, vous rencontrez beaucoup de Français, vous vous faites beaucoup d'amis au sein de la communauté des Français vivant à l'extérieur de l'hexagone et tout à fait naturellement en 1986 après avoir été vice-président du Conseil des Français de l'étranger, vous êtes élu sénateur. Vous reprenez un bail en 1995, personne ne doute que, jamais deux sans trois, vous renouvelerez le bail en 2004. Nous vous le souhaitons en tout cas, parce que depuis 1993, vous êtes le Président de la Commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat.

Je crois que c'est le seul organisme officiel dans lequel on mentionne clairement Défense, forces armées et affaires étrangères. Tout ceci fait la transition vers la politique européenne de sécurité et de défense. Vous êtes un européen, né dans un des pays fondateurs de l'Europe, vous êtes un des grands responsables des affaires étrangères, et aujourd'hui, par un « prolongement » vers le Quai d'Orsay, vous êtes directement sans doute l'interlocuteur le plus proche de notre Ministre. Vous avez un rôle dans la Défense, le Budget et également dans les forces armées. Alors on retrouve une sorte de cohérence, de cohésion avec EuroDéfense-France.

En deux mots, EuroDéfense-France c'est 200 personnalités du monde diplomatique, industriel, militaire et qui se sont regroupés pour propulser, et essayer de faire progresser le concept d'Europe de la Défense.

Nous avons depuis maintenant 7 à 8 ans, tous les ans, un grand colloque qui se déroule dans une des villes européennes, dans une des capitales européennes où nous nous retrouvons avec des associations sœurs qui sont les associations EURODEFENSE dans 10 pays et l'ensemble constituant un réseau. Ce réseau fonctionne, comme nous l'avons dit, pour essayer, par exemple, de faire progresser l'avion A400M. Si cet avion, si ce programme ne réussissait pas à voir le jour, ce serait une faillite colossale, je crois, pour l'Europe de la Défense. Je ne suis pas sûr que dans toutes les capitales on mesure l'ampleur des conséquences d'un échec dans ce domaine. Il faudra peut-être revenir à Helsinki pour revoir les *rent goals* dans ce domaine. Nous avons ce colloque et des études et des colloques plus nationaux. Nous avons une étude sur les budgets, une comparaison entre les différents budgets des pays européens. Votre commission était représentée dans la réunion que nous avons faite avec les principaux responsables nationaux des questions budgétaires auprès des Assemblées, au Ministère, à la DGA.

Nous avons une méthode permettant une certaine comparaison entre les efforts de défense faits dans les différents pays. Notre étude a été approuvée par l'ensemble du réseau et sera présentée officiellement à Lisbonne en septembre. Nous avons également proposé nos services au Président de la Convention en lui disant : « voilà, notre groupe réfléchit et nous sommes à votre disposition ». Nous avons fait un pas supplémentaire, avec un texte qui a été élaboré par EuroDéfense-France dont le principal auteur est le Général FENNEBRESQUE et nous en avons fait 95%, nous sommes partagés par les différents autres EuroDéfense à Ötzenhausen il y a maintenant trois semaines. C'est un texte du réseau EURODEFENSE sur le problème de la défense européenne tel que nous le voyons et que nous avons amené en compétition. Voilà ce que nous sommes, ce que nous faisons et nous sommes tous désireux de vous entendre, Monsieur le Président. Sans plus tarder je vous passe le micro.

Sénateur Xavier De VILLEPIN : Merci beaucoup Président, je suis très touché par ce que vous avez dit et je voudrais vous féliciter tous parce que je trouve que tous les organismes qui s'occupent de défense sont, particulièrement à ce moment de notre vie politique, essentiels. L'un des problèmes que nous avons, c'est que la défense n'est pas assez considérée dans notre pays. J'espère qu'elle le sera davantage mais nous nous heurtons à toute une série de problèmes de la société, qui amènent d'autres questions peut-être plus importantes dans l'esprit de nos concitoyens. Ces questions passent avant la défense, il ne faut pas se leurrer. Je suis très frappé, comme parlementaire, quand nous discutons, cela a été le cas encore récemment avec nos Ministres précédents, de voir que nous n'avions pas les réponses satisfaisantes et je pourrais même vous en citer un sans vous dire son auteur, mais un des hauts responsables de l'Etat auquel nous nous étions plaint des crédits de notre

budget, dont nous reparlerons certainement, m'a répondu : « la plus belle femme du monde ne peut donner que ce qu'elle a ! ». Ce n'est quand même pas une réponse sérieuse ni satisfaisante. En tout cas, elle traduit une incompréhension, un manque de vision des problèmes du monde.

Avant de vous parler et de vous dire le travail que le Sénat a fait, sur la place de la France dans l'Europe de la défense, je voudrais vous dire quelques mots de ce que je pense personnellement de l'état du monde aujourd'hui parce que, vous l'avez très bien dit Président, notre commission et j'en suis très fier, je n'y suis pour rien d'ailleurs, est à la fois affaires étrangères, défense et forces armées. Cela me paraît tout à fait essentiel pour essayer de penser le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui qu'on a trop tendance à fragmenter, alors qu'il est de plus en plus global et que si nous avons tous ensemble ici une vocation à « défendre la défense », c'est que nous croyons que nous ne la défendrons pas dans l'abstrait, parce que le monde est malade et inquiétant. Alors je sais bien que quand je dis cela il y a un peu du poids de la carapace de mes cheveux blancs, mais si vous réfléchissez à l'état du monde, vous constatez une certaine impuissance mondiale dans le développement des conflits. Je pense en premier lieu au Moyen-Orient, à Israël, à la Palestine où les développements quotidiens n'annoncent dans l'ensemble rien de bon. C'est un dossier explosif et, revenant de Washington où j'ai interrogé les grands spécialistes de la défense du Pentagone ou du National Security Council, je peux vous dire qu'on ne trouve pas beaucoup non plus d'indications sur ce qui peut se passer dans le monde. Toujours dans la même région, j'ajouterai un conflit récurrent, jamais résolu depuis 1947, extrêmement grave et qui peut exploser, c'est la relation entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires, sur le problème du Cachemire.

Toutes les diplomaties du monde, y compris la nôtre, voudraient bien essayer, compte tenu de notre expérience nucléaire, de donner des bons conseils, mais nous sommes en face de pays importants, qui ont décidé par eux-mêmes et que vous ne faites pas facilement changer d'avis, d'adhérer au traité que vous connaissez.

Enfin, disons un mot de l'Afghanistan, un problème non résolu qui touche à cette grande zone centrale de jonction du monde. Nous sommes en face de problèmes dont on parle peu en France. Quand vous écoutez les nouvelles, vous êtes accablés sous les faits divers de notre pays, mais on ne parle pas de l'international. On n'a plus le sens de la pédagogie, le souci de relier les problèmes les uns aux autres et je trouve cette situation, qui n'est pas unique chez nous, extrêmement grave car on ne peut pas comprendre, parler de l'Europe de la défense si on ne le fait pas dans un contexte, devenu complexe, de mondialisation, et qui demande à des gens comme vous d'instruire nos concitoyens.

Quand j'étais aux Etats-Unis, l'ambassade m'avait préparé une réunion avec les grands journalistes américains, les grandes signatures Jim Oagland, le New York Times, etc.... Eh bien, quand ils m'ont interrogé sur la situation française, sur le premier tour des élections, sans parler du deuxième qui était peut-être moins original, ils ont attribué la percée du FN à la montée de l'antisémitisme en France. Alors je leur ai répondu que ce n'était pas vrai, que nous sommes dans un pays où il y a beaucoup de graves incidents antisémites, mais la société française, dans son tréfonds, ce n'est pas son problème. Je dirais que, par rapport aux années 30, où il pouvait y avoir des relents d'antisémitisme en France, nous n'en sommes plus là.

Il y a certes, dans nos banlieues des gens très émus, parce qu'ils sont musulmans, par ce qui se passe entre Israël et les Palestiniens. Mais je crois que la société française, fort heureusement, a dépassé ce stade.

Quand vous rajoutez à cette analyse ce qui vient de se passer en Hollande où le populisme l'a emporté alors que le leader venait d'être assassiné, vous voyez que nous sommes, en Europe, devant des problèmes de société, qui sont avant tout des problèmes de la contestation politique. C'est-à-dire qu'aux yeux du plus grand nombre de nos concitoyens, les politiciens dans leur ensemble sont devenus impuissants à résoudre les problèmes. Voilà, je crois, ce que la société française a ressenti, n'exagérons pas la désespérance, tâchons de faire mieux, mais il est bien évident que ce n'est pas avec les méthodes traditionnelles d'un Etat-nation comme le nôtre que nous pourrions résoudre les problèmes et il faut beaucoup plus s'ouvrir sur la société civile, beaucoup plus écouter et de moins en moins penser que l'on détient la clef des problèmes de l'évolution d'une société moderne.

Alors j'en viens, mes chers amis, à la place de la France – Que doit faire la France – c'est le titre de cet exposé – pour la défense européenne ?

La mise en place d'une Europe de la défense – d'une Politique Européenne de Sécurité et de Défense – est apparue – et reste – un des acquis importants de la construction européenne de ces quatre dernières années. La France y a tenu toute sa part.

Mais c'est aussi l'engagement décisif de la Grande-Bretagne dans cette démarche au sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998, son acceptation par les pays « neutres » de l'Europe qui a permis cette avancée que la France souhaitait depuis longtemps.

Aujourd'hui donc, l'Union européenne, construite d'abord, et vous le savez bien dans son histoire, sur des ambitions économiques, commerciales, juridiques puis monétaires et financières, ou sur des actions d'assistance civile à l'extérieur, se veut, ou se voudrait plus exactement, un **acteur militaire et stratégique**.

Il y a cependant « loin de la coupe aux lèvres ». Si les progrès réalisés jusqu'à Laeken en décembre 2001 sont importants, bien des obstacles, bien des « timidités » restent à surmonter pour faire de l'Union européenne un acteur stratégique à part entière. Ce sera, je l'espère en tout cas, l'une des tâches de la France dans les mois et années à venir.

Je diviserai cet exposé en deux parties.

I. Une base est désormais en place qu'il ne faut pas négliger

Les différents sommets européens ont successivement défini et mis en place une démarche pragmatique pour la PESD : définir des capacités et être décidé à les mettre en œuvre si nécessaire.

- **Quelles capacités militaires pour l'Europe ?** C'était l'objet du « catalogue de forces » - ce qui est disponible aujourd'hui à Quinze – et du « catalogue de progrès », identifiant les lacunes à combler : il est ressorti des « conférences de capacité » entre les Quinze que si l'Union disposait de la totalité des moyens en unités élémentaires (régiments, frégates, avions de combat...) elle gardait deux lacunes essentielles : le commandement et les moyens de projection.

Aujourd'hui on peut dire que ce cadre capacitaire européen est censé inspirer les politiques de défense – en personnels et en équipements -, des quinze Etats membres. En soi, cette démarche de cohérence est déjà un progrès.

- **Quelles missions pour la PESD ?** Les missions de « Petersberg » - (missions humanitaires et d'évacuation, missions de maintien de la paix, missions des forces de combat pour la gestion des crises) – recouvrent les scénarii de crise où nous avons été impliqués, notamment la gestion de la crise bosniaque, les actions humanitaires et celles d'évacuation de ressortissants auxquelles nos forces ont contribué à plusieurs reprises sur le continent africain.

Rappelons toutefois que ces missions, inscrites dans le traité de Maastricht, ne prennent pas forcément en compte certaines crises plus récentes – le Kosovo bien entendu – ou a fortiori, les menaces nées du 11 septembre. Je reviendrai sur ce point.

- Enfin, quelles institutions permettront la prise de décision rapide et la réactivité opérationnelle ?

Le Comité politique et de sécurité (COPS), le comité militaire, l'Etat-major de l'Union européenne (qui comprend 135 personnes, ce qui reste très modeste) sont aujourd'hui en place avec pour mission de préparer, si nécessaire, la décision politique d'intervention, le commandement et le contrôle opérationnel.

II. Cependant, ce qui reste à bâtir, dans le concret comme dans les esprits, reste immense

- **Sur le plan opérationnel et celui des capacités tout d'abord :**

- sur la **capacité en commandement**, nous devrions pouvoir aller au-delà des cinq Etats-majors aujourd'hui déclarés disponibles par les pays membres : nous avons des lacunes en moyens d'information et de communication projetables. La multinationalisation de l'existant reste à faire.

- sur nos **moyens de projection** au niveau stratégique, ensuite, dont l'Europe manque cruellement. Les aléas qui affectent encore, nous en parlons Monsieur le Président ensemble, à cet égard, le projet d'avion A400M ne peuvent qu'inquiéter.

▪ Plus généralement, il y va de la volonté des pays membres de **consacrer à la défense les efforts budgétaires nécessaires**. Ce point est essentiel, vous le savez tous. Ne nous cachons pas la vérité : les opinions publiques et la plupart des gouvernements ne voient pas favorablement la défense comme une priorité budgétaire. Or, ne serait-ce que pour notre pays, pourtant l'un de ceux – derrière la Grande-Bretagne, je souligne cela – qui consacrent un effort relativement substantiel, les enjeux aujourd'hui sont connus : il faut accroître nos efforts de recherche et développement, mener à bien de grands programmes déjà lourdement retardés (Rafale, hélicoptères), assurer l'entretien des matériels existants, sans parler de la prise en compte nécessaire des dépenses en personnels...où l'héritage du nouveau gouvernement sera peut-être beaucoup plus lourd qu'on ne le pense. Notre pays, je pense, se doit de montrer l'exemple dans ce domaine, s'il veut ajuster ses actes à son discours.

▪ Mais l'évolution doit aussi se faire dans les esprits, et c'est là où votre organisme est essentiel :

- L'Europe s'est construite pour la paix, pour la libre circulation, sur l'aide financière à l'extérieur : la gestion de crises, la « prise de risques » militaires et stratégiques n'est pas dans sa culture. Elle mettra beaucoup de temps à opérer cette révolution.

- Chacun des Etats membres a son histoire diplomatique et militaire propre : l'intervention extérieure elle-même, à l'exception de la France et de la Grande-Bretagne (et encore vous me permettrez de mettre des bémols pour la France, je reviendrai par vos questions là-dessus) n'est pas un réflexe également partagé parmi les Quinze. D'où la lecture très différente que chacun peut faire des missions de Petersberg : chacun s'accorde pour « faire » de l'humanitaire et de l'évacuation de ressortissants, mais au-delà ?

Les relations de chacun avec l'OTAN – s'en affranchir ou continuer de s'y abriter – sont encore très disparates. D'où l'importance d'aboutir rapidement à un accord PESD-OTAN pour le recours éventuel aux moyens de cette dernière, accord toujours à faire du fait de la rivalité gréco-turque.

- Chacun est aussi conscient qu'il ne s'agit pas de faire une « armée européenne » : la défense reste et restera longtemps dans l'intergouvernemental du « 2^{ème} pilier » avec les difficultés de mise en œuvre qui en découlent.

- La France a donc, dans cet ensemble, une responsabilité particulière : elle concourt pour 20% aux capacités recensées, en particulier dans les domaines encore lacunaires au niveau européen : commandement et contrôle, renseignement, armes de précision. Dans ces différents domaines, la France a longtemps plaidé et agi – souvent seule – pour développer des capacités dans les renseignements : je pense à Hélios II, aux drones de longue endurance... Elle l'a fait aussi dans le domaine du commandement (notamment avec le programme de télécommunication par satellite Syracuse III). De même, pour la nécessaire mobilité stratégique, avec l'insistance sur le projet A400M, ou pour le ravitaillement en vol.

- N'oublions pas enfin le volet industriel de l'Europe de la défense :

- Les industriels européens de l'armement ont su répondre aux contraintes budgétaires en se restructurant, je parle en général, pour faciliter l'offre d'équipement dans un contexte concurrentiel. Aux Etats-clients désormais de savoir harmoniser leurs besoins, les définir ensemble et se doter de procédures d'acquisitions communes, au moment où la concurrence industrielle américaine est de plus en plus aiguë (voir les Pays-Bas, voir la Corée du Sud).

Les secteurs français de l'électronique et de l'aéronautique de défense ont su s'adapter, et j'en félicite ceux qui les représentent ici. Il reste encore l'inconnu, très douloureuse, presque dramatique de l'armement terrestre (GIAT) où des décisions difficiles devront être prises, voire du secteur de la construction navale. Dans le drame que nous avons vécu, j'étais avec le Président de la République à Cherbourg et dans les discussions parlementaires, j'ai senti combien le débat comportait d'incompréhension. Vous savez qu'il y en a, pratiquement de toutes les sensibilités politiques, qui voudraient empêcher de courir des risques du type Pakistan où nos hommes ont été si tragiquement touchés. Mais est-ce que vous ne croyez pas que si on se « laissait aller » à cette tendance, nous aurions d'autres drames dans la construction navale ?

*

* *

Pour conclure, quels souhaits formuler pour faire de l'Europe de la défense une réalité et quelle orientation notre pays doit-il privilégier ?

- D'abord, favoriser, en amont de toute action militaire, une politique étrangère européenne claire et cohérente. Et on en est loin !

Dans une Europe en voie d'élargissement, la tâche sera toujours plus difficile : d'où l'intérêt, en ce domaine, de la proposition d' « Etats pionniers » résolus à faire, à quelques-uns, dans ce domaine, des progrès supplémentaires.

- Ensuite, il faut se préparer à élaborer, entre Européens, un concept stratégique commun : c'est là sans doute le volet le plus difficile de la démarche, singulièrement dans une Union qui va s'élargir.

D'où la nécessité, là encore, pour quelques Etats, de lancer le mouvement, par exemple, autour d'un noyau constitué de la Grande-Bretagne, de la France, voire de l'Allemagne, auxquels d'autres Etats pourraient s'agréger.

- Enfin, un jour ou l'autre, il faudra bien réfléchir à la mise en convergence, c'est une expression que j'ai retenue du dernier Ministre de la défense Monsieur RICHARD, des budgets de défense européens sur la base, que je crains irréversible, d'une réduction durable des capacités budgétaires et de la fragilité, que je regrette, de la résolution politique dans ce domaine parmi nombre de nos partenaires.

Je vous remercie.

*

* * *

Emile BLANC : Merci Monsieur le Président, nous allons passer aux questions.

Yves SILLARD : Dans le panorama international que vous avez fait, ne croyez-vous pas qu'il y a un élément à moyen terme qui est très grave aussi qui est la montée en puissance seule des Etats-Unis ? Et quand on parle, comme vous l'avez fait, de la nécessaire convergence du budget européen et qu'on la compare à la montée en flèche du budget américain, il y a là quelque chose qui me paraît absolument dramatique comme effet à long terme et en particulier dans le domaine de la recherche de défense, il y a une disproportion tellement fantastique que si l'on ne crée pas un véritable réveil européen, il me semble que l'on va à la catastrophe sur la scène mondiale. Voilà, je voulais votre avis là-dessus.

Sénateur Xavier De VILLEPIN : Merci mon cher Délégué Général. Inutile de vous dire que votre question est excellente. Je la partage. Nous allons publier à la fin du mois un rapport au Sénat sur votre question. Parce que notre dernier voyage où nous étions quatre sénateurs de sensibilités politiques différentes aux Etats-Unis, nous sommes revenus avec la même inquiétude que vous, celle que vous exprimez.

D'abord pour comprendre le contexte avant de répondre directement à votre question. On se trompe en Europe sur l'analyse que nous faisons des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont en guerre, en guerre de longue durée et ils en ont tiré toutes les conséquences pour la défense. Alors, on peut critiquer les Etats-Unis, c'est à la mode – rappelez-vous les mots d'hyper puissance ou autres – j'espère que le nouveau Ministre des affaires étrangères utilisera un autre vocabulaire, enfin vous apprécierez au fil des jours. Mais moi je voudrais vous dire, je suis revenu admiratif des Etats-Unis, d'abord parce que le patriotisme est partout, les Etats-Unis ont été touchés au cœur par le 11 septembre. Ils se sont sentis profondément, jusqu'au plus profond du peuple, vulnérables, ce qui est évidemment un élément tout à fait nouveau dans leur histoire. Ils ne se sont pas contentés, et ils ont très peu fait de déclaration autour de cette idée, ils en ont tiré les conséquences pour la défense. Ce qui fait que le budget de la défense américain est en très forte augmentation (plus de 40 millions de \$), qu'à partir de l'année prochaine 2003, les Etats-Unis dépenseront 1 milliard de \$ par jour, soit 379 milliards de \$ pour leur défense. Ils ont créé un phénomène nouveau, ce que l'on appelle le « homeland security » c'est-à-dire la défense intérieure, dont ils tireront les conséquences en réorientant les commandements de l'OTAN, notamment SACLANT tels que nous les connaissons. Les Etats-Unis sont profondément convaincus qu'il faut se battre sur la longue durée, avec tout ce que cela comporte de danger.

L'Afghanistan et ses suites, car l'affaire n'est pas terminée, se battre contre des réseaux terroristes est une nouvelle donne de l'affaire du moment. Le terrorisme existe depuis très longtemps, bien avant Dostoïevski, comme nous le dit GLUCKSMANN dans son livre De Dostoïevski à Manhattan, mais j'ai été frappé en rencontrant plus de 60 Américains, de voir que pas un seul n'a hésité à me dire qu'il fallait frapper l'Irak. Alors pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de liaison évidente entre le terrorisme d'Al-Quaida et l'Irak, mais il y a une obsession américaine :

1. celle du souvenir, c'est-à-dire du maintien au pouvoir de Saddam Hussein qui déteste les Etats-Unis, et

2. celle de l'avenir, celle d'un pays qui pourrait obtenir, grâce à son pétrole et à toutes les fraudes qui entourent actuellement les ventes, des armes de destruction massive, qu'elles soient nucléaires, ce qui est probablement peu envisageable avant longtemps, mais surtout bactériologique et chimique.

Et vous savez que l'Irak a déjà eu dans sa guerre contre l'Iran une grande expérience. Donc résultat, mon cher ami, une grande avance des Etats-Unis qui déjà depuis longtemps ont mis l'accent sur la Recherche et le Développement, sur le renseignement technologique, c'est-à-dire les satellites et des armes de toutes sortes qui ont profondément modifié, nous le dirons dans notre rapport qui sera à votre disposition à la fin des derniers jours du mois, qui ont profondément modifié l'approche du renseignement, la liaison satellite, effort spécial sur le terrain, avec bien entendu des problèmes comme les drones. Donc oui, vous avez raison, les Etats-Unis ont une avance considérable dans la défense. Elle ne fera que s'accroître à l'avenir, surtout quand vous considérez ce que je vous ai dit de l'Europe. Ils ont surtout une avance considérable dans les esprits parce qu'ils ont une vision du monde et c'est pour cette raison que j'ai tenu à vous faire une introduction, parce que le vrai problème, il est là : quel va être le monde du

XXI^{ème} siècle ? J'ai peur qu'il soit encore plus tragique, du moins dans sa première partie, que celui du XX^{ème} siècle.

Contrôleur Général HERVOUËT : Je suis responsable du projet de campus à l'Ecole Militaire (développement d'un campus universitaire à l'Ecole Militaire). M. le Président, j'aurais une question.

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Ce n'est pas une nouvelle Ecole de formation parce que j'en ai presque tous les jours dans mes carnets.

Contrôleur Général HERVOUËT : Là, ce n'est pas une nouvelle école, c'est un carrefour, un lieu de rencontres, un endroit pour stimuler la réflexion de défense.

Une question qui prend un peu appui de ce qui a été développé tout de suite : on évoque les moyens de rétorsion que sont les moyens militaires, c'est en définitive le dernier argument.

Vous avez évoqué également tout à l'heure la nécessité d'une politique étrangère claire au niveau européen. Alors vous évoquez également le caractère dangereux du monde et de toutes ces crises qui ne sont pas réglées.

Est ce que vous ne pensez pas, Monsieur le Président, qu'entre la politique qui est menée actuellement par les Etats-Unis, qui est une politique de rétorsion face au terrorisme, pour des raisons qu'on comprend parfaitement, il n'y aurait pas pour l'Europe une porte qui serait ouverte vers un autre type de comportement, qui serait davantage en concordance avec nos moyens, parce qu'on ne peut pas se lancer toujours dans une course poursuite aux armements avec les Américains, on a perdu d'avance, c'est clair, nous le savons tous.

Est-ce qu'il n'y aurait pas une politique alternative qui serait une politique à la fois de prévention, de stratégie d'influence qui permettrait d'utiliser des atouts qui sont les atouts européens, c'est-à-dire une capacité d'action économique et politique à travers le globe, une volonté également de stimuler, d'encourager le développement dans les parties du monde, où nous savons que l'absence de développement est à l'origine, en grande partie, de crises. Alors plutôt que de penser missiles, avions, etc..., est ce qu'on ne pourrait pas, nous Européens, occuper un autre créneau puisque les Américains visiblement sont en position dominante sur le terrain de la rétorsion ? Est ce qu'on ne pourrait pas envisager, nous, au niveau européen, d'avoir plutôt cette politique qui prendrait les problèmes plus en amont, qui essaierait de faire du traitement de terrain, de la même manière que pour nos banlieues, il n'aurait pas mieux valu, à une certaine époque, travailler davantage le terrain des banlieues, etc... pour éviter la délinquance plutôt que d'être obligés de mettre maintenant des policiers, des gendarmes, des magistrats, etc... en brigade serrée pour aller régler le problème ?

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Vous avez sûrement raison ! Ecoutez, je crois qu'il faudrait, pour répondre à votre question, que nous trouvions un dialogue intelligent avec les Etats-Unis parce que ce que vous dites est évident.

Nous allons courir derrière, nous ne rattraperons sûrement pas, il y a trop d'écart. Nous n'avons pas, je crois vous l'avoir dit dans ce que j'ai dit sur l'Europe, une volonté politique claire, probablement encore moins chez nos partenaires, chez les Britanniques ou chez les Allemands. Donc moi je suis très favorable à ce que vous dites. On se heurte, mon cher ami, à des obstacles. Ce qui me frappe beaucoup, quand vous regardez les Etats-Unis, c'est qu'ils ont gardé mauvais souvenir de la guerre du Kosovo.

Cette idée de la coalition, si vous lisez le livre du Général Wesley CLARK là-dessus, qui était le chef d'état-major américain, il vous dit carrément que négocier jour après jour des objectifs avec les Français, c'était vu par un général qui a eu le courage de s'exprimer et qui est un politique et un diplomate, est source de difficultés, de temps et d'inefficacité : Il ne faut pas bombarder la télévision, il ne faut pas bombarder tel objectif. Pour les Américains, il faut aller au but, il faut gagner la guerre ! Bon, il y a des bavures : l'ambassade de Chine... ; les logiciels n'avaient pas les bons renseignements, mais enfin j'oserais presque vous dire, mais le mot a été galvaudé : « détails ! ». Alors je crois que là, nous avons aussi un élargissement de la pensée américaine. Et on est arrivé à ces petits concepts résumés : « les Etats-Unis combattent, l'ONU nourrit et l'Europe paye ». Ce qui rejoint un peu le sens de votre question. Est ce que c'est la division du monde à laquelle il faut aspirer ? Je n'en suis pas tellement sûr ! Je crois qu'on ne peut pas limiter l'Europe. Des gens, je parle de moi en tout cas, souhaitent une Europe. Ce n'est pas pour cela que j'ai voté Maastricht ! Moi je voudrais non pas une Europe-puissance, parce que je suis tout à fait réaliste, on ne rejoint pas les Etats-Unis, mais il ne faut pas perdre complètement les attributs de la puissance. Je ne voudrais pas vous dire que l'Europe est inexistante.

Je vais vous dire une chose : j'ai une profonde admiration pour le renseignement français. L'une des questions que l'on peut se poser, que l'on doit chacun d'entre nous se poser : serons-nous soumis dans l'avenir à des risques de terrorisme du type de ceux qu'ont rencontré les Américains le 11 septembre ? Ma réponse, mais je peux me tromper car je n'en sais rien : c'est oui ! Eh bien j'ai de l'admiration pour la DGSE, pour la DRM, pour les organismes de ce type parce qu'ils ont su concilier le renseignement humain et le renseignement technique. Ce matin, qu'est ce qu'on apprend ? C'est extraordinaire !

C'est que le Président des Etats-Unis avait été prévenu quelques jours avant, une huitaine de jours je crois, directement, des menaces qui pesaient sur les Etats-Unis. Mais ce n'est pas le tout ! Qu'est ce que vous voulez qu'un Président fasse ? Parce qu'on ne sait pas si c'était un missile qui allait arriver, si c'est un avion, des avions qui allaient être volés. On a laissé passer le cap. Alors là je crois que nous Français nous avons de réelles capacités. Deuxième exemple : dans les forces spéciales françaises, nous n'avons pas à rougir ni dans les technologies, dans les industries, nous avons réussi dans le domaine spatial des choses remarquables. Nous n'avons que des retards.

Ce qui manque, c'est deux choses :

- les moyens budgétaires,
- la vision : Pourquoi ? Parce que vous, nous, eux, nous n'avons pas assez parlé à nos compatriotes. Nous n'avons pas assez dit que notre monde, y compris dans l'Europe que nous construisons, était confronté à des dangers.

La vision militaire du continent européen, de plus de 375 millions d'habitants, qui va s'élargir jusqu'à 500 millions, nous ne pouvons pas l'abandonner. Nous ne pouvons pas, mon cher Contrôleur Général, rester avec la simple idée que nous réglons les problèmes d'intendance de ce monde, que nous nous préoccupons de la pauvreté, que nous laissons les territoires palestiniens être détruits pour les refinancer après !

Contrôleur Général HERVOUËT : Ce n'était pas du tout mon idée !

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Non mais j'imagine bien ! Mais je vais vous dire ma préoccupation pour terminer. Il faut avoir un dialogue avec les Américains parce qu'en ce moment on est en train de vivre quelque chose qui n'est pas clair : c'est l'avenir de l'OTAN.

Est ce que les Américains attachent toujours la même importance qu'autrefois à l'OTAN ? Je ne suis pas sûr de la réponse car chacun ne s'exprime pas. Nous allons avoir un vingtième membre avec de fait les Russes : tout cela constitue des changements profonds par rapport à notre histoire, à notre expérience et tant mieux ! Je trouve qu'un des événements qui me rend optimiste, c'est quand même l'idée de Poutine d'un rapprochement avec l'Occident. Mais vous savez, il y a des obstructions, des oppositions en Russie.

J'étais à un colloque à Moscou il y a peu de temps. Il y avait l'actuel ambassadeur à Paris qui était Directeur Europe au Ministère russe. Puis il y a un colonel qui s'est levé et qui a dit : « Mais écoutez, on est en train de perdre la boule, y compris mon pays. Moi, personnellement, je ne suis pas du tout d'accord avec les évolutions de la politique russe ».

Qu'un militaire en face d'étrangers puisse exprimer son inquiétude sur un rapprochement de la Russie avec l'Occident, c'est quand même nouveau ! Alors on est dans un monde nouveau, on ne séparera pas complètement la défense de l'Europe et il faut que nous ayons un dialogue avec les Américains. Il faut avoir le courage d'avoir un discours avec eux, de ne pas les heurter, de comprendre les Etats-Unis parce que c'est indispensable. Ils ont été touchés au cœur et nous ne devons pas les vilipender, les attaquer parce qu'ils sont grands, parce qu'ils sont forts et que nous sommes un peu jaloux de leur puissance.

Général SORRET : M. le Président, je reprends deux mots que vous venez de prononcer : moyens budgétaires et vision, c'est-à-dire une vision stratégique. Mon sentiment, c'est qu'en matière de vision et en matière de pensée géostratégique, je ne suis pas certain qu'en France on ait fait beaucoup de progrès depuis 20 ans. La projection existait déjà il y a 20 ans, la dissuasion existait.

Certes, on fait de l'humanitaire, on a plus beaucoup de divisions blindées face au Pacte de Varsovie, mais dans le fond de l'esprit, je ne suis pas sûr que la vision stratégique qui permettrait d'agrémenter, d'orner ou de diriger l'effort de défense ait beaucoup changé.

Et comme vous l'avez dit, 2^{ème} réflexion, c'est qu'Alain RICHARD n'est pas certain que l'on soit capable de dégager davantage de budget dans les années qui viennent. Alors ma question est très pragmatique : est ce que dans les esprits, les politiques sont prêts à discuter des moyens conventionnels, à se poser la question : est ce qu'on a des cas où il faut 400 chars Leclerc, est ce qu'on les emploiera ? 100 ou 150 avions de combat, est ce que le nucléaire, la dissuasion nucléaire nécessite toujours autant de moyens ?

Est ce qu'on est prêt à discuter, puisque pour les autres moyens, de toute façon, on n'aura pas l'argent ? Est-ce qu'on est prêt à remettre en cause cette espèce d'acquis, cette espèce de consensus qu'il y avait depuis au moins 20 ans ?

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Merci mon Général. Vous permettez une remarque parce que j'ai du respect profond pour l'armée. Je vais vous dire ce que je ressens, pas forcément vrai, mais enfin vous en savez plus que moi ! Je sens la communauté militaire inquiète. Inquiète par rapport au pouvoir politique et même inquiète par rapport à ce qu'il faut faire. Je m'explique. Je ne suis pas sûr que devant les grands problèmes du monde dont je parlais, elle veuille maintenir la cadence des opérations extérieures, parce qu'elles sont, y compris dans les milieux parlementaires, de moins en moins populaires. Je prends un exemple : nous sommes revenus d'Israël et de la Palestine convaincus que l'on ne sortirait pas facilement de cette tragédie si les Américains et nous-mêmes ne cherchions pas à nous interposer.

Je crois que ce type de réflexion n'est pas bien vu dans l'armée au plus haut niveau. Si vous analysez bien les résistances de notre Etat-major vis-à-vis de l'Afghanistan, vous avez un peu les mêmes réflexes. L'armée est convaincue qu'elle n'a pas été bien traitée budgétairement et qu'il faut, comme vous le dites, retrouver des marges de manœuvre car c'est ça le problème essentiel. Alors où ? Je crois que vous avez raison dans votre approche. Il ne faut plus mettre en avant ou maintenir des programmes de la Guerre Froide et il faut se préparer à un monde très différent. Mais je regretterais pour ma part que la France n'ait pas sa place dans les grandes opérations extérieures.

Voyez, nous ne pouvons pas, ou alors nous deviendrions bien petits, nous Français, limiter notre horizon strictement en Europe. Il faut que nous fassions des efforts et que tous, y compris l'armée, nous apportions notre contribution aux économies qui devront être faites. Alors je vais vous dire moi comment je vois les choses.

Notre budget est tombé à environ 1,7% du PIB. Les Britanniques sont à 2,3-2,5, les Allemands 1,4, les Espagnols un peu moins, les Italiens également. Voilà la réalité de l'Europe aujourd'hui. Je crois, c'est ce que j'attends du nouveau gouvernement qui viendra après les législatives, qu'il faut que nous ayons une loi de programme de redressement et qui tende à rapprocher la France de la Grande-Bretagne. L'Europe me rassurerait si les Français étaient à la même hauteur que les Britanniques. Donc, il va falloir trouver de l'argent. Aura-t-on les ressources ? Vous savez que nous sommes sous l'œil d'observation du Pacte de stabilité monétaire et de croissance, sous l'œil de l'Europe. Quel est le vrai déficit de la France aujourd'hui ? Cela personne ne le sait, bien entendu ! On va faire un audit dont on nous dit que l'on aura les résultats qu'après les élections. Vous voyez qu'on est gentil, on a le cœur généreux dans la classe politique ! Mais enfin le problème n'est pas là.

Quels seront nos moyens ? En tout cas, moi je peux vous dire que le Sénat se battra pour ce que je vous dis. Essayons, pas en une année c'est impossible, mais de nous fixer un objectif qui soit celui de l'effort britannique, parce que ce que j'admire chez nos amis Anglais, c'est que dans les difficultés, dans les trains qui ne marchent pas, dans les hôpitaux britanniques qui ne fonctionnent pas (on est obligé de venir se faire soigner en France), eh bien, il y a quand même eu cette vision. Alors vous me direz le « *special relationship* » avec les Etats-Unis ! Je n'en suis pas sûr. Les Britanniques ont su comprendre que la défense c'était important. En France on ne l'a pas fait.

M. MALIS : (du Groupe Alcatel) Je m'exprime en mon nom propre.

Monsieur le Sénateur, vous avez évoqué la nécessité probable d'approfondir la construction de la défense européenne à travers un noyau dur qui rapprocherait, je dirais, les Etats un peu lourds, il n'y en a pas 36, il y en a 5 et surtout, il y en a 2 qu'on connaît bien. Personnellement, j'ai toujours été un peu surpris qu'on veuille construire la défense européenne dans le cadre des Quinze alors qu'il y a une telle hétérogénéité de moyens, d'ambitions. Cela étant dit, comment verriez-vous quelles seraient pour vous les bases politiques d'un rapprochement ou d'une coopération politico-militaire renforcée entre, mettons la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, peut-être l'Italie et l'Espagne (ça se joue dans ce quintette) ?

Certains hommes politiques dans la campagne ont parlé de traités, de se rapprocher sur la base de traités ratifiables par les Parlements. Il me semble que si l'on veut faire un véritable rapprochement politico-militaire, il faut une base politique très solide et je ne vois pas comment on peut le faire en dehors d'un traité. D'autre part, comment voyez-vous la coopération franco-britannique qui jouerait un rôle essentiel, sachant que

personnellement, j'ai quelques doutes sur l'engagement, ce que l'on a appelé la « divine surprise » de Saint-Malo ? Est ce qu'on ne se méprend pas un petit peu sur la vision des objectifs politiques de la Grande-Bretagne ?

C'est-à-dire on a un peu l'impression au fond souvent que la Grande-Bretagne aurait épousé les vues françaises sur l'Europe, ce qui, je crois n'est pas tout à fait le cas, en particulier en ce sens qu'ils tiennent pour un arrimage très fort derrière les Etats-Unis de même, et éventuellement de l'Europe si ils en deviennent le leader militaire, ce qui commence à être le cas.

Sénateur Xavier de VILLEPIN :

Je ne suis pas sûr d'avoir des réponses précises à tout ce que vous demandez mais voyez-vous, je crois qu'une des premières choses à faire, comme je vous le disais, avec les grands pays, enfin ceux qui comptent en matière de défense, mais en particulier la Grande-Bretagne et l'Allemagne, c'est la définition de critères de convergence. Il faut essayer de se dire : « où sommes-nous bons, où sommes nous faibles ? » Qu'est-ce qu'on peut faire ensemble ? Alors est ce qu'il faut un traité, un accord ? Mais il faut une vue au moins à 5 ans, une espèce de loi de programmation commune avec peut-être un Livre Blanc, qui définisse nos objectifs entre nous. Le grand problème me paraît de redonner un esprit de défense notamment à une Allemagne qui a encore des souvenirs et qui ne veut pas d'une Europe puissance. Cela me paraît être le premier problème. Je crois que si nous pouvions, avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne, entre nos trois pays, peut-être d'autres d'ailleurs, je n'exclus pas l'Espagne ou l'Italie bien sûr, avoir une vision commune, des critères de convergence, nous aurions les uns et les autres les moyens d'une défense.

Essayons de voir comment nous pouvons les harmoniser, essayons de voir ensemble quels sont les graves manques que nous avons. Or vous disiez que vous êtes un peu préoccupé, je comprends parfaitement votre remarque, de la politique britannique, dont même depuis Saint-Malo, on peut se demander ce qu'elle sous-entendait, pour ne pas utiliser d'autres termes. Mais supposons que les Américains aillent au bout de leur idée, que j'aperçois à l'horizon 2003, de l'Irak, je ne suis pas sûr que nous n'ayons pas des rapprochements franco-britanniques sur le sujet. Les Anglais ont leurs particularismes et leur conception globale de l'Europe n'est pas la mienne, plutôt une conception type ALENA, zone de libre échange alors que je trouverais regrettable que nous ayons fait avec tant d'efforts, que nous Français, nous ayons ratifié sur le fil du rasoir Maastricht avec deux grandes forces politiques à l'époque, le Parti socialiste et l'UDF, pour en arriver à une zone de libre échange. Ce n'est pas pour cela que nous avons fait l'Europe ! Nous l'avons fait pour un ensemble fort, cohérent, uni et qui ne soit pas seulement un effort de marchandises et d'échanges.

Général MAILFAIT : Je préside un cercle d'officiers de réserve au carrefour de la vie militaire et de la société civile.

M. le Président, vous avez rappelé toutes les faiblesses de ce que serait l'Europe de la défense, du moins tous nos manques, tout ce qu'il faudrait combler à juste titre. Je reviens, en tant qu'ancien militaire sur l'aspect mission. Ce qui m'a toujours, disons le, choqué, et ce qui continue de me choquer après le 11 septembre, c'est-à-dire au moment où la mission de la défense s'élargit contre le terrorisme dans ce que vous avez appelé à juste titre « une guerre longue et difficile » dans laquelle se sont engagés les Américains, et peut-être un peu plus mollement les Européens, ce qui continue de me choquer, ce sont les missions de Petersberg qui ont été

fixées par les politiques. Et vous avez rappelé quelles sont ces missions de Petersberg, par la première : l'humanitaire. Est-ce qu'au moment où les moyens sont réduits, les moyens financiers, les moyens militaires, les moyens opérationnels, enfin tout cela, il ne serait pas temps de se reconcentrer sur notre finalité, c'est-à-dire la défense ? Pourquoi continuer à faire de l'humanitaire alors qu'il y a des quantités d'ONG qui ne demandent que cela, qui répugnent à le faire sous contrôle militaire, on l'a vu ? Les Américains ne s'y trompent pas depuis la Somalie, l'exemple Kosovo sans doute peut le prouver, peut-être encore l'exemple Afghanistan. Alors ce répertoire des missions officielles bien sûr, mais que les politiques ont fixé aux forces armées. Est ce qu'il n'est pas temps, après le 11 septembre, qui est quand même une configuration nouvelle, d'éliminer une fois pour toute ce volet humanitaire car on ne sait pas faire et l'on sera toujours l'objet de critiques, de reproches ? Concentrons-nous sur nos vraies missions, ce sera déjà pas si mal.

Sénateur Xavier de VILLEPIN : C'est vrai, je vois que vous n'avez pas en odeur de sainteté les missions de Petersberg et, d'une certaine manière, je vous comprends d'ailleurs !

Général MAILFAIT : Celle-là en tout cas !

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Oui ! Celle-là ! L'humanitaire... Enfin le Contrôleur Général a dit quand même quelque chose. Ce monde violent, brutal, terroriste naît en grande partie de la pauvreté du monde. Si nous n'avions pas commis, je parle de l'Occident, l'immense erreur de laisser tomber l'Afghanistan là où il est tombé après le retrait soviétique, et les Américains portent une lourde responsabilité, nous n'en serions peut-être pas là !

C'est à dire que ce mot « humanitaire », ce n'est pas seulement l'aspect charitable, ce n'est pas seulement se pencher sur l'enfant qui souffre, c'est tout de même la prise de conscience d'un monde dangereux qui nous est hostile parce que nous ne nous occupons pas de lui ! Alors qu'on le laisse aux ONG et qu'on le sous-traite en grande partie à elles, je le crois, mais il ne faut pas que le politique perde cette vision, elle est quand même nécessaire pour nous. Il ne faut pas que nous nous replions sur la simple idée que nos missions, comme vous dites, c'est de défendre le territoire au sens large. Il faut que nous ayons tous ensemble cette notion du monde et l'Afghanistan est tout de même un exemple à ne pas répéter. Il faut que militaires et politiques – je le sens quand je parle aux officiers supérieurs, c'est bien loin de la France, nous n'avons que des coups à prendre – mais croyez-vous que nous pouvons être totalement absents de ce type de situation qui nous apprennent le monde ? C'est là qu'il faut que l'on soit au côté des Américains. Il ne faut pas croire que cela va s'arranger en un jour ! Je vais vous citer deux chiffres : pour reconstruire l'Afghanistan, il faudrait à peu près 12 milliards de dollars et encore... je suis persuadé que le chiffre est faible.

Mais vous voyez, à l'horizon, on n'en aperçoit que 6 milliards seulement, or vous savez qu'actuellement, le danger du monde dont je parlais en introduction, il est dans ces zones tribales entre Pakistan et Afghanistan, dans ce monde incontrôlé où personne ne commande, sinon les chefs de guerre, les « *lords of war* », et voyez-vous, si on ne prend pas garde à ce monde nouveau, qui se reproduit en République Démocratique du Congo et qui se multiplie : les Philippines (les Américains y ont 4000 hommes), l'Indonésie où il y a des zones de troubles dans les Moluques, en Tchétchénie dans la vallée de Pankissi, entre Géorgie et Tchétchénie. Il y a des zones qui sont en ébullition et il ne faut pas que nos militaires, quand on leur demande d'intervenir en Afghanistan, c'est-à-dire d'établir

des bases au Tadjikistan, au Kirghizstan se disent tout ça c'est simple, c'est comme l'Afrique. Ce monde est plus compliqué. Je vais vous faire une deuxième remarque sur laquelle tous les militaires ne seront pas d'accord. Vous êtes, la plupart d'entre vous, d'origine militaire et vous vous dites : le rôle de l'armée, la mission, c'est la défense de notre patrie. Cela doit le rester ! Il ne faut pas croire que le monde a totalement changé depuis le 11 septembre. Il reste des vérités de base. Mais est ce que l'armée ne doit pas aussi avoir un rôle dans la sécurité intérieure de notre pays ? L'ennemi n'est pas toujours où l'on croit. Il se dissimule, y compris en France. Toutes les études que l'on peut avoir sur Al-Quaida ont laissé des traces. Dans notre pays, souvenez-vous, dans la décennie 80, nous avons eu à souffrir du terrorisme. Donc je m'interroge. Je sens combien les militaires sont réticents sur cette idée. Ils ne sont ni des gendarmes, ni des policiers, mais cette sécurité intérieure, c'est peut-être notre première mission. Alors je sais que vous devez vous dire, beaucoup d'entre vous, qui avez servi avec honneur l'armée française, que ce n'est plus la mission.

Mais, ne faut-il pas se poser les questions de l'avenir ? Je ne sais pas bien répondre à cette question. Je dis que le danger, il est d'abord chez nous, tout proche, et que nous ne pouvons pas ne pas avoir cette autre vue du monde qui change.

Général MAILFAIT : Je peux dire deux mots ?

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Oui !

Général MAILFAIT : La sécurité intérieure, Monsieur le Président, nous l'avons déjà à l'époque de la défense opérationnelle du territoire. En fait, ma question, c'était pour la création d'une Europe de l'humanitaire...

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Oui, je comprends très bien le sens de la question mais j'ai voulu rajouter cette dimension. Et vous avez raison ! Mais qu'avons-nous fait pour la défense du territoire ? Qu'est ce que nous avons ? Nos réserves, on a voté une loi sur la question. Mais ce que nous avons reste insuffisant ! Les Américains ont une grande avance. Croyez-moi, la défense intérieure, ça compte pour eux !

Général MAILFAIT : Mais à l'époque, intellectuellement, on était préparé à cette mission intérieure.

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Est ce qu'on l'est encore ? C'est la question que je pose. Je ne sais pas.

René FOCH : Ancien directeur général à la Communauté européenne. Je voudrais, Monsieur le Président, rebondir sur ce que vous disiez, sur la notion d'Etat pionnier, qui, je crois, figurait dans le premier discours européen de Jacques CHIRAC. Autrement dit, pour revenir à une notion antérieure, l'apparition d'un noyau dur, de « Schwerpunkt » qu'un document allemand avait proposé il y a déjà pas mal d'années auquel nous n'avons pas répondu. Par exemple, ce groupe pourrait fort utilement, fixer des critères, comme vous le disiez, pour essayer, progressivement de rattraper les performances britanniques. Je pense aussi que ce groupe pourrait très utilement lutter plus efficacement contre les doubles emplois qui, dans le domaine du matériel terrestre par exemple sont scandaleux, disons le carrément. Mais tout ceci n'est possible que dans un cadre institutionnel. Je crois que la grande leçon de Jean Monnet, c'est que, si l'on a pas des institutions, les hommes passent, les bonnes résolutions disparaissent. Peut-on avoir beaucoup d'illusions sur ce qui va sortir de la Convention qui se réunit actuellement à Bruxelles sous la présidence de M. GISCARD ?

Sur ce point précis j'ai des doutes parce que je ne vois pas une assemblée à Quinze appelée à s'élargir, admettre voire proposer la notion d'une espèce de conseil de sécurité européen qui évidemment éliminerait les autres. Alors ma remarque, ma suggestion si vous voulez, c'est d'utiliser un texte qui existe, que la plupart des spécialistes traitent avec un certain mépris : je parle du traité de l'OCCAR. Traitent, je dis, avec un certain mépris parce que jusqu'à présent, ils ne brassent pas énormément de choses. Si finalement on arrive à mettre dedans l'avion de transport militaire, déjà, ce sera plus sérieux. Mais moi je veux surtout attirer l'attention sur le potentiel institutionnel de ce traité qui existe. Rien n'interdit aux Ministres de la Défense de se réunir dans son cadre, rien n'interdit aux Ministres des Affaires étrangères de se réunir dans son cadre. Rien n'empêche aux chefs d'Etat et de gouvernement de se réunir dans son cadre. Et comme cela, les autres ne pourraient pas dire qu'ils sont discriminés parce que se réunissent dans ce cadre les gens qui dépensent, pas assez, mais certainement beaucoup plus que le Danemark ou Chypre. Et un dernier mot, une remarque. Nous avons un Ministre des Finances qui vient, dans sa vie antérieure, de créer le premier groupe sidérurgique mondial. Ceci n'est pas arrivé tout seul. On ne se rend pas compte du rôle essentiel qu'a joué le Traité CECA depuis 50 ans dans la gestion et finalement le redressement de la sidérurgie européenne. Les institutions, on ne fait rien sans elles !

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Cher ami, vous avez tout à fait raison et je sais de longue date l'importance des travaux que vous faites sur l'OCCAR et je vous en félicite. Comme vous, je crois que les institutions sont essentielles. Vous avez parfaitement dit que devant nous, devant nous tous, défense ou pas défense, nous avons ce grand projet de la Convention.

Je suis incapable de vous dire ce qui en sortira mais je suis assez heureux que mon pays ait choisi Monsieur GISCARD d'ESTAING parce que c'est un Européen convaincu. Il faut d'abord croire à l'Europe et je sens dans l'opinion publique ou dans d'autres milieux beaucoup de réticences sur l'Europe. Je crois que vous avez raison. Vous attirez mon attention sur un point important et nous ne manquerons pas de l'évoquer au Sénat. Nous nous trouvons devant un croisement des chemins. Il faudra faire l'élargissement, et à ce sujet la tendance est plutôt à l'arrivée en nombre de beaucoup de pays, ce qui est tout de même un problème énorme.

Je pense que nous n'irons pas jusqu'à la Turquie mais presque. Je ne sais pas comment on va résoudre le problème de Chypre ; essayons de ne pas trop nous charger en germes de conflits. M. GISCARD d'ESTAING est un Européen convaincu et il nous faut des institutions adaptées. Il nous faut une constitution européenne. Il nous faut, à petits pas je crois, mais c'est ma conviction personnelle en tout cas, évoluer vers un certain fédéralisme, et aussi que nous sachions qui est responsable de quoi. Le plus important c'est ce qui va se passer dans les trois ans, avec l'arrivée d'un très grand nombre de pays, dont je suis sûr qu'ils sont à la fois contents d'arriver et inquiets parce que l'Europe dans son ensemble n'aura pas les moyens que nous avons eu pour accueillir l'Espagne et le Portugal, la Grèce, qui ont bénéficié d'un effet d'aubaine extraordinaire et qui ont, de ce fait, accru leur niveau de vie de façon considérable. Le grand problème du budget dont nous parlions tout à l'heure pour la France, il va se poser à l'Europe. Vous qui réfléchissez sur notre pays en dehors des passions politiques, vous savez bien que cette Europe qui se prépare ne nous apportera pas que des satisfactions, notamment sur le plan de la Politique Agricole Commune. Ce que nous avons construit, cette agriculture forte, qui est une des données de base dans notre pays,

elle ne bénéficiera plus, dans la nouvelle Europe de demain, des mêmes avantages qu'hier.

La plupart de nos partenaires, allemands ou belges, y sont opposés, et quand vous regardez le monde, vous savez bien que c'est un sujet de graves tensions avec des pays amis comme l'Argentine et le Brésil. Or qu'est ce qu'on constate, nous les grandes puissances agricoles du monde aujourd'hui ? Les Etats-Unis viennent de voter tout récemment une augmentation sur dix ans de 180 milliards de dollars, alors que le groupe de Cairn s'élève contre ce protectionnisme des grandes puissances : Américains, Européens et Français bien entendu. Vous qui faisiez allusion à la nécessaire vision d'un monde pauvre, vous croyez que nous allons recueillir avec ce type de votes, purement électoraliste pour les élections de novembre aux Etats-Unis, les applaudissements du monde en développement ? J'en doute beaucoup. Alors oui sur les institutions, et il ne faudra pas oublier le point que vous indiquez.

Général FORTERRE : Moi je voudrais faire un commentaire.

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Mais faites des critiques ! On est là en amis et on doit se comprendre, alors ne faites pas que des commentaires élogieux.

Général FORTERRE : Ah non, ce n'est pas forcément un commentaire élogieux. On est en train de construire une Europe de la défense. Vous avez mis en évidence tout ce qui s'est déjà réalisé : un comité militaire commun, un Etat-major militaire européen à Bruxelles. Les conférences de capacité ont défini un certain nombre de forces, des moyens. On voit également des endroits où il faut faire effort.

Mais moi, je m'interroge, si vous voulez, sur l'efficacité militaire et opérationnelle de ce qu'on est en train de construire, sur la base de quelques constats. On a vu, par exemple, dans les Balkans, en Bosnie dans le secteur de la DMNSE-France, au dernier moment, certains contingents nationaux, pourtant dans une entité commune, se dégager au dernier instant d'une opération suite à des consignes nationales parce qu'on estimait que les risques pouvaient être trop élevés. On a eu la même chose au Kosovo. Au Kosovo, à Mitrovica, pourtant brigade multinationale commune, au dernier moment, certains contingents avaient quelques réticences à s'engager de telle ou telle façon suite à des consignes nationales reçues. Et donc, par conséquent, pas prêt à partager sans doute les mêmes risques.

On voit par exemple ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient où défilent, si vous voulez, aussi bien auprès de M. SHARON qu'auprès de M. ARAFAT, un certain nombre de représentants de l'Union Européenne mais de manière séparée ou individuelle, donc loin d'une politique commune. Donc par conséquent, l'interrogation qui peut être la nôtre, même si on construit un outil militaire européen tel que vous l'avez défini progressivement étape par étape. Si il n'y a pas une vision politique claire, une claire vision partagée des objectifs politiques, s'il n'y a pas le souci de partager au même niveau les mêmes risques, moi je doute un peu de l'efficacité militaire de ce qu'on est en train de construire car s'il n'y a pas une claire vision des objectifs politiques partagée, si on est pas prêt à courir les mêmes risques, inévitablement ceci va se retraduire sur le plan de l'efficacité militaire. Quand on voit les luttes d'influence qu'il y a actuellement quand on constitue dans les conférences de générations de force, la distribution des postes dans les Etats-majors opérationnels sur le terrain où il y a de fortes pressions nationales de façon à pouvoir récupérer tel ou tel poste jugé d'influence, on est loin à mon avis encore

d'une vision commune, c'est-à-dire que les visions nationales sont encore très très prégnantes et sans et sans doute par un certain temps. Donc comme vous l'avez souligné, en amont finalement, pour qu'on ait une efficacité réelle, il faut qu'on ait un concept stratégique tout à fait commun et au-delà d'un concept stratégique tout à fait commun, une politique étrangère véritablement commune en profondeur. Sans cela, nous aurons sur le terrain d'énormes difficultés à faire fonctionner tout cet ensemble que l'on est en train de constituer.

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Merci mon Général. Je partage totalement votre point de vue. Vous me permettez une petite remarque. Vous avez fait allusion à Mitrovica où j'ai emmené une délégation du Sénat. J'ai trouvé que les Français sur place étaient admirables et cela rejoint un peu la réponse que je vous ferai mon Général. C'est que l'un des grands problèmes de Mitrovica, à la jonction serbo-kosovare, c'était qu'il fallait que nos troupes là-bas fassent essentiellement du maintien de l'ordre et qu'on essayait de recourir à des gendarmes un peu spécialisés dans ce genre d'opérations. D'où, la nécessité pour notre armée de se pencher sur ce problème. Mais sur le fond, mon Général, vous avez tout à fait raison. La politique de défense n'existe pas. Je crois qu'il faut le voir telle qu'elle est. Ce que vous dites sur le Moyen-Orient, M. SOLANA, tous ces gens que j'ai rencontrés sont des gens de première importance, y compris l'ambassadeur espagnol MORATINOS qui est un homme remarquable.

Mais l'Europe ne parle pas de la même voix et si je vous demandais pourquoi, c'est que par rapport au problème israélien, vous comprenez bien que les Allemands ne peuvent avoir qu'un complexe historique totalement différent du nôtre.

Vraiment, l'Etat d'Israël, quand vous y réfléchissez, j'en parle avec un profond respect, il est né avec la Shoah, ce drame épouvantable, qui est un drame qui a été fait, mon Général, par les Européens. Pourquoi voulez-vous que les Palestiniens endossent une responsabilité qui n'est pas la leur ? Le drame des camps d'Auschwitz, vous savez qui l'a signé.

Et vous savez, nous-mêmes Français, qui avons tant de mal à mettre de l'ordre dans nos idées sur l'Algérie, comment voulez-vous que l'on ait, sur un sujet de première importance, le premier dans le monde, les mêmes idées que les Allemands ? Ce n'est pas possible ! Vous avez commandé des hommes. Vous savez ce que c'est que les psychologies profondes des sociétés.

Quelques uns faisaient allusion tout à l'heure à Francis MER, qui est un homme remarquable. Je l'ai eu comme collègue quand j'étais à Saint-Gobain, je le connais bien. Je crois que notre pays a besoin de ces personnalités qui ont eu des moments difficiles, vous y faisiez allusion, pour construire la sidérurgie française. Nous avons été beaucoup dans l'industrie. Quand je vois les salaires qui sont maintenant publiés, je suis tout de même un peu choqué, quand ils s'accompagnent des souffrances liées aux très nombreux licenciements. Il faut que notre société civile recherche ceux qui ont des capacités de réflexion sur le monde et qui pensent à la France profonde, à ceux qui souffrent. Je lisais une étude tout récemment sur la société française. Un livre vient d'être publié, un petit livre d'ailleurs, totalement inconnu du grand public, qui démontre combien les notions d'ouvrier, d'employé ont changé dans la société française, qui démontre, quelles que soient les conjonctures de croissance, la précarité d'un très grand nombre des populations. Presque tous les jeunes, y compris des cadres, sont obligés de passer par des contrats à durée déterminée.

C'est-à-dire qu'ils commencent, contrairement à des gens comme moi, leur vie avec l'idée « mais dans deux ans, dans trois ans, qu'est ce que je vais devenir ? » Et ça change complètement les problèmes. Ce qu'il faut vous dire, c'est qu'il faut qu'ensemble nous étudions les sociétés. Elles ne sont plus les mêmes qu'avant, et ce quelque soit notre âge, parce que c'est en cela que nous devons servir notre pays. C'est d'abord le comprendre.

Alors c'est vrai que, pour répondre à votre question, il faudra beaucoup de temps, et des générations pour arriver. Souhaitons que les réflexes soient les bons, c'est-à-dire que la France sache qu'elle n'a pas d'autre solution que de reconstituer avec l'Allemagne une force d'impulsion, non pas contre les petits pays, mais parce que notre responsabilité, compte tenu de notre histoire commune, est différente. Mais ne soyez pas complètement pessimistes sur l'Europe. Je vous rappelle le Traité de Rome. Comment est-il né ? Dans les pires conditions de l'inattendu. Après l'écrasement des révoltes populaires en Hongrie et après le lamentable échec que nous avons subi, Britanniques et Français à Suez. La poussée internationale de ces événements, l'inattendu de l'histoire nous a conduit à faire quelque chose d'intelligent qu'a été, un an après, le Traité de Rome.

Donc il ne faut pas désespérer. L'avenir est imprévisible. Il est fait aussi de réactions de bon sens. C'était la IV^{ème} République et le Général de Gaulle, un an après, acceptait cette idée européenne qui n'était pas évidente d'ailleurs. Voyez, il faut quand même garder un certain optimisme sur l'Europe.

Emile BLANC : Monsieur le Président. Je crois qu'on aurait encore beaucoup de questions. Au nom d'EuroDéfense-France, je voudrais vous remercier très sincèrement de nous avoir donné de votre temps, de vos idées, de vos analyses, et surtout d'avoir, je sais, je crois, le devenir des efforts que nous avons à faire pour vous aider dans cette lutte que vous avez engagée.

Sénateur Xavier de VILLEPIN : Bon courage !

f

f f